

Vous trouvez la description de la fonction et les conditions requises plus détaillées sur le site web de SELOR : www.selor.be, à la rubrique 'Offres d'emploi - Marché interne'.

Posez votre candidature jusqu'au 31 août 2007.

Comment postuler ?

Votre candidature sera prise en considération seulement si vous remplissez votre CV complètement dans « Mon Selor » et vous postulez en ligne pour l'offre d'emploi du marché interne en cliquant sur le bouton « Postuler ».

Votre candidature sera confirmée par lettre.

De gedetailleerde functiebeschrijving en vereisten vindt u op de website van SELOR : www.selor.be, onder de rubriek 'Vacatures - Interne Markt'.

Solliciteren kan tot 31 augustus 2007.

Hoe solliciteren ?

Uw kandidatuur zal enkel in aanmerking komen indien u uw CV volledig invult in 'Mijn Selor' en u online solliciteert voor deze vacature door op de knop 'solliciteren' te klikken in de lijst met vacatures.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2007/00755]

2 AOUT 2007. — Règlement d'ordre intérieur de la Commission permanente de la police locale

CHAPITRE I^{er}. — Introduction

Article 1^{er}. Dans le présent règlement, on entend par :

- « l'Arrêté », l'Arrêté royal du 7 décembre 2006 relatif à la Commission permanente de la Police locale;
- « le Règlement », le règlement d'ordre intérieur de la Commission permanente de la Police locale;
- « le Président », le Président de la Commission permanente de la Police locale;
- « la Commission », la Commission permanente de la Police locale;
- « le Bureau », le Bureau exécutif de la Commission permanente de la Police locale;
- « sous-commissions », les commissions qui sont constituées conformément aux articles 29 à 33 du Règlement aux fins de discussion d'un sujet spécifique;
- « Secrétaire », le Secrétaire permanent : le membre de la police locale qui assume, conformément aux articles 15 à 20 du Règlement, la responsabilité du fonctionnement quotidien du secrétariat de la Commission;
- « membre permanent », un membre qui a le droit de vote comme précisé à l'art. 2, 1^o, de l'Arrêté;
- « membre consultatif », un observateur ayant une voix consultative comme précisé à l'art. 2, 2^o, de l'Arrêté.

Art. 2. En exécution de l'art. 13 de l'Arrêté, le présent Règlement a pour but de :

- définir les compétences du Président, des Vice-présidents et du Secrétaire;
- expliquer la composition, le fonctionnement et les missions des teams d'experts;
- régler le mode de désignation du nombre de secrétaires adjoints et de secrétaires assistants;
- régir la composition et le fonctionnement des sous-commissions et des commissions de sélection;
- définir la manière dont sont convoquées les assemblées, le mode d'établissement de l'ordre du jour et le mode de notification de celui-ci aux membres, ainsi que le mode de rédaction et de diffusion des procès-verbaux des réunions.

CHAPITRE II. — Siège de la Commission

Art. 3. Le siège de la Commission est établi à l'adresse du secrétariat (Service public fédéral Intérieur, Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention, Secrétariat de la Commission permanente de la Police locale, boulevard de Waterloo 76, à 1000 Bruxelles).

Sur proposition de la Commission, le Ministre de l'Intérieur peut consentir à ce que le siège soit établi à une autre adresse.

Art. 4. Toute correspondance destinée à la Commission ou à son Président est envoyée au secrétariat (à l'adresse mentionnée à l'art. 3).

La correspondance peut être envoyée par la Poste, par fax ou par courriel à cppl@ibz.fgov.be

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2007/00755]

2 AUGUSTUS 2007. — Huishoudelijk reglement van de Vaste Commissie van de lokale politie

HOOFDSTUK I. — Inleiding

Artikel 1. In dit reglement wordt verstaan onder :

- « het Besluit », het Koninklijk Besluit van 7 december 2006 betreffende de Vaste Commissie van de lokale politie;
- « het Reglement », het huishoudelijk reglement van de Vaste Commissie van de lokale politie;
- « de Voorzitter », de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie;
- « de Commissie », de Vaste Commissie van de lokale politie;
- « het Bestuur », het Dagelijks Bestuur van de Vaste Commissie van de lokale politie;
- « Subcommissies », de Commissies die in overeenstemming met de artikelen 29 tot en met 33 van het Reglement worden opgericht ter behandeling van een specifiek onderwerp;
- « Secretaris », Vast Secretaris : het lid van de lokale politie dat in overeenstemming met artikelen 15 tot en met 20 van het Reglement de verantwoordelijkheid draagt voor de dagelijkse werking van het secretariaat van de Commissie.
- « Vast lid », de stemgerechtigde leden zoals bepaald in art. 2, 1^o van het Besluit
- « Raadgevend lid », de waarnemers met raadgevende stem zoals bepaald in art. 2, 2^o van het Besluit.

Art. 2. In uitvoering van art. 13 van het Besluit heeft dit reglement tot doel :

- de bevoegdheden van de Voorzitter, de Vice-voorzitters en Secretaris vast te leggen;
- de samenstelling, werking en taken van de deskundigenteams te verduidelijken;
- de wijze van aanduiding van het aantal Adjunct-secretarissen en Assistent-Secretarissen te regelen;
- de samenstelling en werking van de Subcommissies en Selectiecommissies te regelen;
- de wijze vast te leggen waarop de vergaderingen worden samengeroepen, hoe de agenda wordt samengesteld en aan de leden ter kennis wordt gebracht en hoe de notulen van de vergaderingen worden opgesteld en verspreid.

HOOFDSTUK II. — Zetel van de Commissie

Art. 3. De zetel van de Commissie is gevestigd op het adres van het secretariaat (Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Algemene Directie voor het Veiligheids- en Preventiebeleid, Secretariaat van de Vaste Commissie van de lokale politie, Waterloolaan 76, 1000 Brussel.)

Op voorstel van de Commissie kan de Minister van Binnenlandse Zaken ermee instemmen dat de zetel op een ander adres wordt gevestigd.

Art. 4. Alle briefwisseling bestemd voor de Commissie of haar Voorzitter wordt verzonden naar het secretariaat (in art. 3 vermelde adres.)

De briefwisseling kan worden verzonden via de post, per fax of per e-mail : vcpl@ibz.fgov.be

CHAPITRE III. — *Le Président*

Art. 5. Le Président sortant ou, en son absence, le Vice-président présent le plus ancien en nombre d'années, reçoit de la part des membres effectifs permanents de la Commission les candidatures à la présidence pour une prochaine période de mandat.

S'il y a plusieurs candidats à la présidence, les membres permanents de la Commission éliront le Président au scrutin secret et le proposeront ensuite à cette fonction au Ministre de l'Intérieur.

Art. 6. Le Président assure la présidence des réunions de la Commission, du Bureau exécutif et des sous-commissions, auxquelles il est présent. Celui-ci engage la Commission et la représente pour toutes les négociations et relations externes. Pour certaines questions, il peut désigner un (ou plusieurs) suppléant(s) temporaire(s) ou permanent(s) parmi les membres permanents de la Commission.

Art. 7. En cas d'empêchement du Président, celui-ci sera remplacé par le Premier Vice-président pour la durée de son empêchement.

Lorsque le Premier Vice-président remplace le Président pour une durée supérieure à six semaines, il sera désigné Président a.i. et jouira de la plénitude des compétences qui sont attribuées au Président en vertu du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Le Président peut confier des missions fixées au préalable à un Vice-président, à un ou plusieurs membres de la Commission, du secrétariat ou des sous-commissions, ou se faire assister par (l'un de) ceux-ci.

Ainsi, moyennant une concertation préalable avec les membres de la Commission, il prendra des engagements concernant l'entretien de contacts permanents avec les chefs de corps locaux au sein d'une province ou d'une partie de celle-ci.

Le Président peut demander à des membres effectifs ou suppléants de bien vouloir être présents lors de moments de concertation ou d'événements à l'échelon provincial, régional, national ou international où la représentation de la police locale est souhaitable ou indispensable.

D'un commun accord avec les membres permanents de la Commission, le Président répartit la détention de portefeuilles pour un ou plusieurs domaines d'action et de gestion qui ont trait au fonctionnement et à l'organisation de la police locale.

Le titulaire de portefeuille accompagne et soutient le Secrétaire adjoint qui est chargé du suivi quotidien et de la gestion des dossiers concernant les mêmes matières.

Les membres permanents de la Commission ou les membres du secrétariat peuvent être chargés par le Président d'exécuter des missions d'information pour les chefs de corps locaux au sein d'une région préétablie.

Art. 9. Au cours de la prochaine assemblée générale, il sera fait mention de toutes les négociations externes menées par le Président ou les personnes mandatées par lui, et de toutes les positions prises.

Art. 10. Tous les actes ayant trait au fonctionnement de la Commission et tous les avis au profit des autorités sont signés par le Président et cosignés par le Secrétaire.

Art. 11. Pendant le mandat en cours du Président ou d'un Vice-président, une procédure visant une éventuelle cessation du mandat dont question peut être entamée moyennant une motivation circonstanciée devant montrer que l'entente au sein du fonctionnement de la Commission est sérieusement perturbée.

Cette procédure de « motion de défiance » ne peut être entamée que lorsqu'une majorité absolue des membres permanents soutient la motion. Dans ce cas, l'assemblée sera suspendue et ne reprendra pas avant que sept jours entiers ne se soient écoulés.

Après avoir pris connaissance des différents points de vue et avoir entendu la défense du Président ou Vice-président visé, la proposition de cessation du mandat doit être confirmée par une majorité des 2/3 des membres permanents présents lors d'un vote au scrutin secret. La proposition est envoyée pour décision au Ministre de l'Intérieur.

HOOFDSTUK III. — *De Voorzitter*

Art. 5. De uittrekende Voorzitter, of bij diens ontstentenis de oudste aanwezige Vice-voorzitter in jaren, ontvangt van de effectieve Vaste leden van de Commissie de kandidatuurstellingen voor het Voorzitterschap voor een volgende mandaatperiode.

Indien er verschillende kandidaten voor het Voorzitterschap zijn, zullen de Vaste leden van de Commissie, bij geheime stemming de Voorzitter verkiezen en vervolgens voor deze functie aan de Minister van Binnenlandse Zaken voordragen.

Art. 6. De Voorzitter zit de vergaderingen voor van de Commissie, het Dagelijks Bestuur en de Subcommissies waarop hij aanwezig is. Hij verbindt de Commissie en vertegenwoordigt haar voor alle externe onderhandelingen en betrekkingen. Hij kan voor bepaalde aangelegenheden onder de Vaste leden van de Commissie (een) tijdelijke of permanente plaatsvervanger(s) aanduiden.

Art. 7. Wanneer de Voorzitter verhinderd is, wordt hij voor de duur van zijn verhindering vervangen door de Eerste Vice-voorzitter.

Wanneer de Eerste Vice-voorzitter voor een langere duur dan zes weken de Voorzitter vervangt, wordt hij aangesteld als Voorzitter a.i. en beschikt hij over de volle bevoegdheden die krachtens dit huishoudelijk reglement aan de Voorzitter zijn toegekend.

Art. 8. De Voorzitter kan een Vice-voorzitter, één of meer leden van de Commissie, van het secretariaat of van de Subcommissies, vooraf bepaalde opdrachten toevertrouwen of zich door hen laten bijstaan.

Zo zal hij mits een voorafgaand overleg met de leden van de Commissie afspraken maken over het onderhouden van permanente contacten met de lokale korpschefs binnen een provincie of deel ervan.

De Voorzitter kan aan effectieve of plaatsvervangende leden vragen aanwezig te willen zijn bij overlegmomenten of gebeurtenissen op provinciaal, gewestelijk, nationaal of internationaal vlak waar de vertegenwoordiging van de lokale politie wenselijk of noodzakelijk is.

In samenspraak met de Vaste leden van de Commissie verdeelt de Voorzitter het portefeuillehouderschap voor één of meerdere beleids- en beheersdomeinen die betrekking hebben op de werking en organisatie van de lokale politie.

De portefeuillehouder begeleidt en ondersteunt de Adjunct-secretaris die met de dagelijkse opvolging en het dossierbeheer van dezelfde aangelegenheden is belast.

De Vaste leden van de Commissie of de leden van het secretariaat kunnen, ten behoeve van de lokale korpschefs binnen een vooraf bepaalde regio, door de Voorzitter worden gelast informatieopdrachten uit te voeren.

Art. 9. Van alle door de Voorzitter, of de door hem gemandateerde personen, uitgevoerde externe onderhandelingen en ingenomen standpunten wordt kennis gegeven in de eerstvolgende algemene vergadering.

Art. 10. Alle akten met betrekking tot de werking van de Commissie en adviezen ten behoeve van de overheden worden ondertekend door de Voorzitter en meeondertekend door de Secretaris.

Art. 11. Tijdens het lopende mandaat van de Voorzitter of van een Vice-voorzitter kan, met een omstandige motivering waaruit moet blijken dat de verstandhouding binnen de werking van de Commissie grondig is verstoord, een procedure worden ingeleid tot eventuele beëindiging van het bedoelde mandaat.

Deze procedure « motie van wantrouwen » kan pas worden ingeleid wanneer een volstreekte meerderheid van de Vaste leden de motie steunt. In dat geval wordt de vergadering geschorst en niet eerder dan na het verloop van zeven volle dagen hervat.

Na de kennisname van de verschillende standpunten en het aanhoren van de verdediging van de geviseerde Voorzitter of Vice-voorzitter moet het voorstel tot beëindiging van het mandaat, bij geheime stemming worden bevestigd met een 2/3 meerderheid onder de aanwezige vaste leden. Het voorstel wordt voor beslissing aan de Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt.

CHAPITRE IV. — *Le Vice-président*

Art. 12. Par Région, les membres permanents de la Commission élisent un Vice-président pour leur Région.

Art. 13. Les Vice-présidents sont membres du Bureau.

L'un d'entre eux, qui fait partie d'une Région autre que celle du Président, sera proposé, par le Président, à la Commission en tant que Premier Vice-président.

Art. 14. Les Vice-présidents peuvent être mandatés par le Président de la Commission pour remplir, notamment au sein de leur Région, certaines missions en son nom.

CHAPITRE V. — *Le Secrétaire permanent*

Art. 15. La gestion quotidienne du secrétariat est assurée par un commissaire divisionnaire de la police locale.

Ce responsable sera appelé « Secrétaire permanent ».

En concertation avec le Président, le Secrétaire désigne, parmi les secrétaires adjoints, un « Secrétaire permanent adjoint » qui le remplacera en son absence.

Au cours de la période de remplacement, le Secrétaire permanent adjoint jouit de la plénitude des compétences qui sont attribuées au Secrétaire en vertu du présent règlement d'ordre intérieur.

En cas d'empêchement, le Secrétaire permanent adjoint est remplacé par un des Secrétaires adjoints.

Art. 16. Sous l'autorité du Président, le Secrétaire assure la direction, l'organisation et la mise en œuvre de la gestion du secrétariat, et la répartition des tâches.

Le Secrétaire informe en continu le Président au sujet des travaux du secrétariat et au sujet des rapports de service qui sont entretenus et, à chaque assemblée générale, celui-ci dresse un état des lieux concernant le fonctionnement du secrétariat, les nouvelles missions et les travaux exécutés au cours de la période écoulée.

Art. 17. Le Secrétaire est chargé d'entretenir des rapports de service réguliers avec les personnes détachées de la police locale auprès des directions générales et des services de la Police fédérale dont les compétences peuvent avoir un impact sur le fonctionnement de la police locale.

Il peut confier aux Secrétaires adjoints un certain nombre de ces missions.

Le Secrétaire est chargé de l'organisation pratique des réunions de la Commission et du Bureau.

Celui-ci prépare les réunions, y assiste et en établit les procès-verbaux. A cet effet, il peut se faire assister par un des Secrétaires adjoints ou assistants.

Le Secrétaire est responsable de l'organisation de la communication bilatérale et de la diffusion d'informations entre la Commission et les corps de police locale.

Le Secrétaire veille à ce que les décisions prises et que les avis de la Commission et du Bureau soient envoyés aux destinataires.

Il rédige un rapport d'activités pour l'exercice écoulé et, après approbation de la Commission, il le fait parvenir aux autorités, tel que prévu à l'art. 14 de l'Arrêté.

Art. 18. Toute la correspondance sortante du secrétariat de la Commission est cosignée par le Secrétaire.

Art. 19. Les originaux des procès-verbaux des réunions de la Commission qui ont été rédigés, de même que ceux des comptes rendus du Bureau, sont conservés dans les deux langues nationales au siège de la Commission.

Moyennant l'accord du Président ou du Secrétaire, les documents archivés de la Commission peuvent être consultés ou une copie peut en être envoyée aux personnes qui en font la demande. Le demandeur sera éventuellement réorienté vers le service de documentation de l'organisation qui s'était chargée de la rédaction des documents demandés.

Art. 20. En cas d'urgence, le Secrétaire prend vis-à-vis des membres du secrétariat les mesures adéquates et en informe sans tarder le Président. Les mesures prises doivent être confirmées dans les dix jours par le Bureau et portées ensuite à la connaissance du chef de corps du corps de police locale duquel a été détaché le membre du secrétariat.

HOOFDSTUK IV. — *De Vice-voorzitters*

Art. 12. Per Gewest verkiezen de Vaste leden van de Commissie voor hun gewest één Vice-voorzitter.

Art. 13. De Vice-voorzitters zijn lid van het Bestuur.

Eén van hen, behorende tot een ander gewest dan dit van de Voorzitter, wordt door de Voorzitter als Eerste Vice-voorzitter voorgedragen bij de Commissie.

Art. 14. De Vice-voorzitters kunnen door de Voorzitter van de Commissie worden gemandateerd om inzonderheid binnen hun Gewest bepaalde opdrachten namens hem waar te nemen.

HOOFDSTUK V. — *De Vaste Secretaris*

Art. 15. De dagelijkse leiding van het secretariaat wordt door een hoofdcommissaris van de lokale politie waargenomen.

Hij of zij wordt : « Vast Secretaris » genoemd.

De Secretaris duidt, in overleg met de Voorzitter, onder de Adjunct-secretarissen een Adjunct-vast-secretaris' aan die hem bij afwezigheid zal vervangen.

De Adjunct-vast-secretaris beschikt tijdens de vervangingsperiode over de volle bevoegdheden die krachtens dit huishoudelijk reglement aan de Secretaris zijn toegekend.

Bij verhindering wordt de Adjunct-vast-secretaris vervangen door één van de Adjunct-secretarissen.

Art. 16. Onder het gezag van de Voorzitter staat de Secretaris in voor de leiding, de organisatie, de uitvoering van het beheer van het secretariaat en de verdeling van de taken.

De Secretaris informeert de Voorzitter voortdurend over de werkzaamheden van het secretariaat en de onderhouden dienstbetrekkingen en brengt op elke algemene vergadering verslag uit over de werking van het secretariaat, de nieuwe opdrachten en de uitgevoerde werkzaamheden van de voorbije periode.

Art. 17. De Secretaris is verantwoordelijk voor het onderhouden van de geregelde dienstbetrekkingen met de gedetacheerden van de lokale politie in de algemene directies en in de diensten van de federale politie van wie de bevoegdheden een weerslag kunnen hebben op de werking van de lokale politie.

Hij kan een aantal van deze opdrachten aan de Adjunct-secretarissen toevertrouwen.

De Secretaris wordt belast met de praktische organisatie van de vergaderingen van de Commissie en het Bestuur.

Hij bereidt die vergaderingen voor, woont ze bij en stelt de notulen ervan op. Hiervoor kan hij zich laten bijstaan door één van de adjunct-of Assistent-Secretarissen.

De Secretaris is verantwoordelijk voor de organisatie van de bilaterale communicatie en informatieverstrekking tussen de Commissie en de lokale politiekorpsen.

De Secretaris waakt erover dat de genomen beslissingen en adviezen van de Commissie en het Bestuur aan de bestemmelingen worden verzonden.

Hij stelt het activiteitenverslag van het voorbije dienstjaar op en verzendt het, na goedkeuring door de Commissie, naar de overheden, zoals voorzien in art. 14 van het Besluit.

Art. 18. Alle uitgaande briefwisseling van het secretariaat van de Commissie wordt door de Secretaris mee ondertekend.

Art. 19. De opgestelde originelen van de notulen van de vergaderingen van de Commissie en de verslagen van het Bestuur worden in beide landstalen bewaard op de zetel van de Commissie.

Mits het akkoord van de Voorzitter of de Secretaris kunnen gearchiveerde documenten van de Commissie geraadpleegd worden of kopie ervan worden verzonden aan hen die erom verzoeken. Eventueel wordt de aanvrager doorverwezen naar de documentatiedienst van de organisatie die voor de redactie van de gevraagde documenten instond.

Art. 20. In dringende gevallen neemt de Secretaris ten aanzien van de leden van het secretariaat de gepaste maatregelen en stelt hiervan onverwijld de Voorzitter in kennis. De genomen maatregelen moeten binnen de tien dagen door het Bestuur worden bevestigd en vervolgens ter kennis gebracht van de korpschef van het lokale politiekorps waaruit het lid van het secretariaat werd gedetacheerd.

CHAPITRE VI. — *Le Bureau exécutif*

Art. 21. Le Bureau de la Commission se compose du Président, des trois Vice-présidents et du Secrétaire. Il exerce les compétences qui lui sont attribuées par l'Arrêté et le Règlement.

Art. 22. Le Bureau supervise le fonctionnement du secrétariat et l'utilisation des moyens de la Commission. Il approuve la proposition de budget annuel.

Art. 23. En cas d'extrême urgence, le Bureau formule dans les dix jours calendrier l'avis demandé par les autorités. Lors de la prochaine réunion de la Commission, le Président ou le Secrétaire fera connaître l'avis ou la décision prise.

CHAPITRE VII. — *Le Secrétariat*

Art. 24. Le secrétariat de la Commission se compose d'au moins sept membres. Le Secrétaire est inclus dans ce nombre. Il est composé d'un team d'experts et de collaborateurs administratifs détachés d'un corps de police locale.

Art. 25. Les experts sont détachés du cadre de police opérationnel ou du cadre administratif et logistique de niveau A ou B et possèdent une expérience d'au moins 3 ans dans une organisation policière.

Ces experts sont appelés « Secrétaires adjoints ».

Art. 26. Plusieurs cellules de recherche sont mises en place au sein du secrétariat, cellules qui, à partir d'une vision reposant sur une fonction de police orientée vers la communauté et l'excellence, se focaliseront notamment sur les domaines suivants :

- Fonctionnement intégré et relations entre services de police fédérale et locale.
- Fonction judiciaire, section locale « recherche » et prévention de la criminalité.
- Police administrative opérationnelle et formation policière.
- Gestion de l'information, informatique et télématique, et gestion du site Internet.
- Management du personnel local, statut et formation.
- Moyens matériels, appui logistique et circulation.
- Service social de la police intégrée.

Art. 27. Par cellule de recherche, au moins un Secrétaire adjoint est notamment chargé du suivi des dossiers.

En fonction de la charge de travail, la cellule de recherche peut être renforcée à temps partiel ou à temps plein par un second Secrétaire adjoint.

Dans ce dernier cas, un de ces Secrétaires adjoints sera désigné chef gestionnaire de dossiers par le Secrétaire.

Art. 28. Au moins deux membres du personnel du cadre de base opérationnel (agent ou inspecteur) ou du cadre administratif et logistique de niveau C ou D font partie du secrétariat.

Ils sont appelés « Secrétaires assistants » et accomplissent des tâches administratives et des missions d'appui.

CHAPITRE VIII. — *Les Sous-commissions*

Art. 29. Des sous-commissions peuvent être créées à la demande du Ministre de l'Intérieur ou à l'initiative de la Commission elle-même.

La Commission décide, à la majorité simple, de la création, de la composition et de la mission d'une sous-commission.

Des sous-commissions permanentes ou provisoires peuvent être mises sur pied.

La sous-commission sera de préférence composée de représentants de chaque Région, et chaque type de corps local devra autant que possible être représenté au sein de la sous-commission par au moins un membre, à moins que la Commission n'en ait décidé autrement au préalable.

Les sous-commissions peuvent être composées de membres opérationnels de chaque cadre, de membres du cadre administratif et logistique et/ou d'experts externes.

La Commission désigne le responsable de chaque sous-commission.

Les sous-commissions doivent limiter leurs activités à la mission qui leur est confiée.

HOOFDSTUK VI. — *Het Dagelijks Bestuur*

Art. 21. Het Bestuur van de Commissie bestaat uit de Voorzitter, de drie Vice-voorzitters en de Secretaris. Het oefent de bevoegdheden uit die het worden toegekend door het Besluit en het Reglement.

Art. 22. Het Bestuur houdt het toezicht over de werking van het secretariaat en de aanwending van de middelen van de Commissie. Het keurt het voorstel van de jaarlijkse begroting goed.

Art. 23. In geval van hoogdringendheid formuleert het Bestuur het door de overheid gevraagde advies binnen de tien kalenderdagen. De Voorzitter of de Secretaris brengt het advies of de genomen beslissing ter kennis op de eerstvolgende vergadering van de Commissie.

HOOFDSTUK VII. — *Het Secretariaat*

Art. 24. Het secretariaat van de Commissie bestaat uit ten minste zeven leden. De Secretaris is in dit aantal inbegrepen. Het wordt samengesteld uit een team van deskundigen en administratieve medewerkers, gedetacheerd vanuit een lokaal politiekorps.

Art. 25. De deskundigen zijn gedetacheerden van het operationele politiekader of het administratief - en logistiek kader van het niveau A of B met een ervaring van ten minste 3 jaar in een politieorganisatie.

Deze deskundigen worden Adjunct-secretarissen' genoemd.

Art. 26. Binnen het secretariaat worden een aantal onderzoekscellen opgericht, die zich vanuit een visie gesteund op gemeenschapsgerichte en excellente politiezorg inzonderheid op volgende domeinen zullen richten :

- Geïntegreerde werking en relaties tussen federale en lokale politiediensten.
- Gerechtelijke functie, lokale recherche en criminaliteitspreventie.
- Operationele bestuurlijke politie en politieopleiding.
- Informatiebeheer, informatica en telematica en beheer website.
- Lokaal personeelsmanagement, statuut en vorming.
- Materiële middelen, logistieke steun en verkeer.
- Sociale dienst van de geïntegreerde politie

Art. 27. Per onderzoekscel wordt ten minste één Adjunct-secretaris inzonderheid gelast met de opvolging van de dossiers.

In functie van de werkdruk kan de onderzoekscel deeltijds of voltijds worden versterkt met een tweede Adjunct-secretaris.

In dit laatste geval wordt door de Secretaris één van deze Adjunct-secretarissen als verantwoordelijk dossierbeheerder aangesteld.

Art. 28. Ten minste twee personeelsleden van het operationele basiskader (agent of inspecteur) of van het administratief en logistiek kader niveau C of D maken deel uit van het secretariaat.

Zij worden 'Assistent-Secretaris' genoemd en staan in voor administratieve en ondersteuningstaken.

HOOFDSTUK VIII. — *De Subcommissies*

Art. 29. Subcommissies kunnen worden samengesteld op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken of op initiatief van de Commissie zelf.

De Commissie beslist bij gewone meerderheid over de oprichting, de samenstelling en de opdracht van een Subcommissie.

Er kunnen permanente Subcommissies of tijdelijke Subcommissies worden opgericht.

De Subcommissie wordt bij voorkeur samengesteld met vertegenwoordigers uit elk gewest en elk type van lokaal korps zal zoveel als mogelijk door ten minste één lid in de Subcommissie vertegenwoordigd zijn, tenzij de Commissie daar voorafgaand anders over heeft beslist.

De Subcommissies kunnen worden samengesteld uit operationele leden van elk kader, uit leden van het administratief en logistiek kader en/of uit externe deskundigen.

De Commissie wijst voor elke Subcommissie een verantwoordelijke aan.

De Subcommissies moeten hun werkzaamheden beperken tot de opdracht die hun wordt toevertrouwd.

Art. 30. Pour chaque nouvelle mission, le responsable de la sous-commission soumet au Bureau le calendrier de ses activités.

Le fonctionnement et la fréquence des réunions de travail sont déterminés par le responsable de la sous-commission.

Le responsable de la sous-commission informe régulièrement le Secrétaire au sujet de l'avancement des travaux.

A la demande du Secrétaire et au nom de la sous-commission, le responsable de la sous-commission présente le rapport intermédiaire ou final lors de l'assemblée générale de la Commission.

Art. 31. Le Président est saisi de toute demande visant l'extension urgente ou l'arrêt immédiat de la mission, ainsi que de toute demande visant le remplacement urgent d'un ou plusieurs membres de la sous-commission.

En l'occurrence, le Bureau prend immédiatement une décision motivée qui sera communiquée lors de la prochaine assemblée générale de la Commission.

Ladite décision cessera immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par la Commission à sa prochaine réunion.

Art. 32. Pour la rédaction des procès-verbaux des réunions de travail, le responsable de la sous-commission peut, après concertation avec le Secrétaire, se faire assister par un Secrétaire assistant ou désigner lui-même à cet effet un membre de la sous-commission.

Les rapports finaux sont soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale de la Commission.

Art. 33. Les rapports de la sous-commission sont signés par le responsable et, le cas échéant, par le Secrétaire de la sous-commission.

Une copie de ces rapports est immédiatement transmise, par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission, au Président et au titulaire du portefeuille pour la matière concernée.

CHAPITRE IX. — Réunions

Art. 34. Les réunions de la Commission se tiennent dans les locaux du Service public fédéral Intérieur, boulevard de Waterloo 76, à 1000 Bruxelles.

Le Président peut cependant fixer un autre lieu.

Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

Art. 35. La Commission se réunit chaque fois que le Ministre de l'Intérieur, le Président ou deux Vice-présidents ou au moins un tiers des membres permanents en font la demande.

Il y a lieu de donner suite dans les sept jours à une demande de convocation urgente d'une assemblée générale.

En tout état de cause, la Commission se réunit minimum une fois tous les deux mois.

Sur proposition du Secrétaire, le Président fixe l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

Le Secrétaire envoie, sept jours ouvrables au moins avant la date de la réunion, la convocation comportant l'ordre du jour de l'assemblée ainsi que les documents utiles y afférents.

En cas d'extrême urgence, ce délai peut être ramené à minimum deux jours et les dossiers seront envoyés par fax ou par e-mail.

Art. 36. Le membre de la Commission qui ne peut être présent à la réunion, en informe au préalable et le plus rapidement possible le secrétariat et son suppléant.

Art. 37. Le Président peut, si nécessaire ou à la demande d'un des membres au début de la réunion, faire ajouter des nouveaux points à l'ordre du jour, à condition que le membre concerné accompagne d'un texte récapitulatif le dossier qu'il va soumettre.

Art. 38. Au début de chaque réunion, il est délibéré sur l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente.

Le Secrétaire, un Secrétaire adjoint ou, le cas échéant, un membre de l'assemblée générale présente les dossiers à chaque nouveau point de l'ordre du jour et rend compte des missions exécutées au cours de la période écoulée.

Art. 30. De verantwoordelijke van de Subcommissie legt bij elke nieuwe opdracht de planning van zijn werkzaamheden voor aan het Bestuur.

De werkwijze en frequentie van de werkvergaderingen wordt door de verantwoordelijke van de Subcommissie bepaald.

De verantwoordelijke van de Subcommissie houdt de Secretaris geregeld op de hoogte van de vorderingen van de werkzaamheden.

De verantwoordelijke van de Subcommissie brengt op verzoek van de Secretaris namens de Subcommissie het tussenverslag of eindverslag uit op de algemene vergadering van de Commissie.

Art. 31. Aan de Voorzitter worden alle verzoeken voorgelegd voor de dringende uitbreiding of de onmiddellijke stopzetting van de opdracht, alsook voor de dringende vervanging van één of meer leden van de Subcommissie.

In deze gevallen neemt het Bestuur onmiddellijk een gemotiveerde beslissing, die aan de eerstvolgende algemene vergadering van de Commissie wordt meegedeeld.

Deze beslissing houdt onmiddellijk op uitwerking te hebben als de Commissie ze tijdens haar volgende vergadering niet bekrachtigt.

Art. 32. De verantwoordelijke van de Subcommissie kan zich, na overleg met de Secretaris, voor het opstellen van de notulen van de werkvergaderingen laten bijstaan door een Assistent-Secretaris of hiervoor zelf een lid van de Subcommissie aanwijzen.

De eindverslagen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de eerstvolgende algemene vergadering van de Commissie.

Art. 33. De verslagen van de Subcommissie worden ondertekend door de verantwoordelijke en, in voorkomend geval, door de Secretaris van de Subcommissie.

Kopie van deze verslagen worden via het secretariaat van de Commissie onmiddellijk naar de Voorzitter en de portefeuillehouder voor die materie verzonden.

HOOFDSTUK IX. — Vergaderingen

Art. 34. De vergaderingen van de Commissie worden gehouden in de lokalen van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Waterloolaan 76, 1000 Brussel.

De Voorzitter kan evenwel een andere plaats bepalen.

De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

Art. 35. De Commissie vergadert telkens als de Minister van Binnenlandse Zaken, de Voorzitter of twee Vice-voorzitters of ten minste één derde van de Vaste leden erom vragen.

Aan het verzoek om een dringend bijeenroepen van een algemene vergadering moet binnen de zeven dagen gevolg worden gegeven.

In elk geval vergadert de Commissie minstens éénmaal om de twee maanden.

Op voorstel van de Secretaris bepaalt de Voorzitter de agenda van de plenaire vergadering.

De Secretaris verzendt ten minste zeven werkdagen vóór de vergadering de oproeping voor de vergadering met de agenda, alsook de bijhorende nuttige documenten.

Bij hoogdringendheid kan deze termijn worden verkort tot ten minste twee dagen en worden de dossiers via fax of e-mail verzonden.

Art. 36. Een lid van de Commissie dat niet op de vergadering aanwezig kan zijn, brengt het secretariaat en zijn plaatsvervanger daarvan vooraf en zo spoedig mogelijk op de hoogte.

Art. 37. De Voorzitter kan, wanneer dit noodzakelijk is of op vraag van één van de leden bij het begin van de vergadering, nieuwe punten aan de agenda toevoegen onder de voorwaarde dat dit betrokken lid samen met het dossier ook een samenvattende tekst voorlegt.

Art. 38. Bij de aanvang van elke vergadering wordt beraadslaagd over de goedkeuring van de notulen van de vorige vergadering.

De Secretaris, een adjunct-secretaris of in voorkomend geval een lid van de algemene vergadering leidt bij elk agendapunt de dossiers in en brengt verslag uit over de uitgevoerde opdrachten van de voorbije periode.

A la demande du Secrétaire, les responsables des sous-commissions font rapport sur l'état d'avancement des missions qui leur ont été confiées conformément à l'article 29.

Art. 39. Le Président peut laisser des experts, membres ou non de la police locale, participer à l'assemblée générale, à titre de conseillers.

Vu leurs connaissances spécialisées ou leur expérience spécifique du terrain, ces experts peuvent être invités à être présents une seule fois et ce, en fonction des sujets à l'ordre du jour, voire être admis à titre permanent pour une période déterminée.

CHAPITRE X. — *Commission de sélection*

Art. 40. La Commission de Sélection est créée à la demande du Ministre ou du Directeur général du Service public qui souhaite détacher des membres de la police locale.

De même, pour les détachements de personnel pour le secrétariat de la Commission, une Commission de Sélection sera mise en place à la demande du Secrétaire.

Le mode de sélection pour le détachement de membres de la police locale auprès d'un service de la Police fédérale n'est pas régi par le présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 41. L'appel qui vise un détachement s'effectue par information directe à l'attention des chefs de corps locaux, la notification se faisant sur le site Internet de la Commission et de la Direction des relations avec la police locale.

Concernant le détachement, sont clairement précisés dans l'appel : le profil, la description des tâches, le lieu de travail ainsi que les conditions d'emploi.

Art. 42. La Commission de Sélection se compose de membres du Bureau épaulés par le responsable hiérarchique du service auprès duquel le détachement a lieu.

La présidence est assurée par le Président de la Commission ou son suppléant.

Art. 43. Après avis du Secrétaire, la Commission de Sélection prend une décision quant à la recevabilité de chaque candidature envoyée.

En cas d'irrecevabilité de sa candidature, le candidat en sera immédiatement informé.

Les candidats au détachement seront conviés à une interview.

Après l'entretien, les candidats sont classés dans la catégorie « très favorable », « favorable » ou « défavorable ».

Lorsque, vu l'évaluation individuelle, plusieurs candidats dont l'appréciation est identique peuvent entrer en ligne de compte pour le détachement, la Commission de Sélection proposera un ordre de préséance relatif à ces candidats.

Tant l'évaluation individuelle que l'ordre de préséance proposé seront motivés par la Commission de Sélection.

Les résultats et les motivations y afférentes seront communiqués par le Secrétaire lors de la prochaine assemblée générale de la Commission.

Art. 44. Après approbation de l'assemblée générale, la liste des candidats qui ont réussi est envoyée par la Commission à l'autorité ou au service qui a demandé le détachement.

CHAPITRE XI. — *Prise de décision*

Art. 45. La Commission ne délibère valablement que si au moins huit membres permanents sont présents.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale peut cependant poursuivre ses travaux. Les décisions prises seront communiquées à titre d'avis provisoires et considérées comme définitivement adoptées avec l'approbation du procès-verbal à la prochaine assemblée générale.

Si l'extrême urgence est expressément demandée par l'autorité, l'article 46, alinéa 2 sera appliqué.

De verantwoordelijken van de Subcommissies brengen op verzoek van de Secretaris verslag uit over de stand van zaken in verband met de specifieke werkzaamheden waarmee zij in overeenstemming met artikel 29 werden belast.

Art. 39. De Voorzitter kan deskundigen, die al dan niet lid zijn van de lokale politie, als raadgevers laten deelnemen aan de algemene vergadering.

Deze deskundigen kunnen gelet op hun gespecialiseerde kennis of bijzondere terreinervaring eenmalig, in functie van de onderwerpen van de agenda, worden gevraagd aanwezig te zijn of voor een bepaalde periode, zelfs permanent worden toegelaten.

HOOFDSTUK X. — *Selectiecommissie*

Art. 40. De Selectiecommissie wordt opgericht op vraag van de Minister of de Directeur-generaal van de Overheidsdienst die leden van de lokale politie wensen te detacheren.

Ook voor de detacheringen van personeel voor het secretariaat van de Commissie wordt op voorstel van de Secretaris een Selectiecommissie opgericht.

De selectiewijze voor detachering van leden van de lokale politie bij een federale politiedienst wordt niet bij dit huishoudelijk reglement geregeld.

Art. 41. De oproep voor een detachering gebeurt via de directe berichtgeving naar de lokale korpschefs, de kennisgeving via de website van de Commissie en van de Directie van de relatie met de lokale politie.

In de oproep wordt het profiel, de taakomschrijving, de plaats van tewerkstelling en arbeidsvoorwaarden voor de detachering duidelijk omschreven.

Art. 42. De Selectiecommissie bestaat uit de leden van het Bestuur aangevuld met de hiërarchische verantwoordelijke van de dienst naar waar de detachering plaatsvindt.

Het Voorzitterschap wordt waargenomen door de Voorzitter van de Commissie of zijn plaatsvervanger.

Art. 43. De Selectiecommissie beslist na advies van de Secretaris over de ontvankelijkheid van elke ingezonden kandidatuur.

Bij de niet-ontvankelijkheid van de kandidatuur wordt de kandidaat hiervan onverwijld in kennis gesteld.

De kandidaten voor detachering worden uitgenodigd voor een interview.

Na het interview worden de kandidaten gerangschikt als zeer gunstig, gunstig of ongunstig.

Wanneer, gelet op de individuele beoordeling, er verschillende kandidaten met eenzelfde beoordeling in aanmerking kunnen komen voor de detachering, zal de Selectiecommissie voor die kandidaten een rangorde voorstellen.

Zowel de individuele beoordeling als de voorgestelde rangorde wordt door de Selectiecommissie gemotiveerd.

De resultaten en de erbij horende motiveringen worden door de Secretaris ter kennis gebracht op de eerstvolgende algemene vergadering van de Commissie.

Art. 44. De Commissie zendt, na goedkeuring door haar algemene vergadering, de lijst van de geslaagde kandidaten naar de overheid of dienst die om de detachering heeft verzocht.

HOOFDSTUK XI. — *Besluitvorming*

Art. 45. De Commissie beraadslaagt slechts geldig wanneer er ten minste acht Vaste leden aanwezig zijn.

Wanneer dit quorum niet wordt behaald kan de algemene vergadering toch verder plaatsvinden. De genomen besluiten worden dan als voorlopige adviezen meegegeed en bij de goedkeuring van de notulen in de eerstvolgende algemene vergadering aangezien als definitief aangenomen.

Bij een door de overheid uitdrukkelijk gevraagde hoogdringendheid zal het artikel 46, lid 2 worden toegepast.

Art. 46. La Commission émet son avis dans un délai de 30 jours calendrier après que ledit avis a été demandé.

En cas d'extrême urgence, l'avis est rendu dans les 10 jours calendrier par le Bureau.

Lorsque, en raison de circonstances particulières ou faute d'informations suffisantes, il s'avère impossible de rendre un avis motivé dans ce délai, le Secrétaire signalera cette situation avant la date butoir au demandeur de l'avis, avec mention du motif.

Art. 47. Pour les avis qui ne peuvent pas être rendus par consensus par l'assemblée, il est procédé à un scrutin. Dans ce cas, il sera fait mention du résultat du vote, ainsi que des éventuels points de vue minoritaires.

Si aucune proposition n'obtient la majorité absolue des voix (la moitié +1), l'avis sera constitué des différentes opinions formulées.

Art. 48. La Commission ou les sous-commissions se prononcent à la majorité simple des votes exprimés.

Les abstentions ne sont pas considérées comme des votes.

En cas de parité des votes, la voix du Président ou du Responsable de la sous-commission est décisive.

Le vote se fait à main levée, sauf si la Commission en décide autrement. Le cas échéant, on peut procéder à un vote par appel nominal ou à un scrutin secret.

Art. 49. Pour sa prise de décision, le Bureau peut avoir recours à tous les moyens de communication. Au moins deux membres doivent marquer leur accord avec la proposition soumise au Bureau. En cas de parité des votes, la voix du Président est décisive.

Le consentement donné ou non à la proposition est porté, par courriel ou par fax, à la connaissance du Secrétaire et ce, dans le délai imparti par le Président.

Art. 50. Les sous-commissions ne délibèrent valablement que si au moins la moitié des membres désignés sont présents.

CHAPITRE XII. — *Les procès-verbaux*

Art. 51. Les projets de procès-verbaux des délibérations de la Commission sont envoyés à tous les membres permanents et suppléants.

Les procès-verbaux seront approuvés lors de la prochaine réunion de la Commission.

Une copie de l'exemplaire du texte approuvé, signé par le Président et le Secrétaire, est envoyée au Ministre de l'Intérieur.

Lorsqu'un sujet abordé a trait à la compétence du Ministre de la Justice, une copie du compte rendu ou un extrait de celui-ci sera en tout état de cause également envoyé au Ministre dont question.

La Commission peut décider de faire parvenir des copies supplémentaires à d'autres destinataires.

CHAPITRE XIII. — *L'emploi des langues*

Art. 52. Pendant les réunions, chaque orateur s'exprime dans la langue nationale de son choix.

Art. 53. La convocation, l'ordre du jour, les procès-verbaux des réunions et les rapports finaux de la Commission sont rédigés en néerlandais ou en français. Ils sont ensuite traduits dans l'autre langue nationale.

Les différences éventuelles de traduction entre le néerlandais et le français sont tranchées par la Commission selon les règles habituelles d'interprétation et sans que la préférence ne soit donnée à un texte plutôt qu'à l'autre.

Art. 46. De Commissie brengt haar advies uit binnen een termijn van 30 kalenderdagen nadat er om werd verzocht.

In het geval van hoogdringendheid wordt door het Bestuur het advies verstrekt binnen de 10 kalenderdagen.

Wanneer wegens bepaalde omstandigheden of wegens gebrek aan voldoende informatie binnen deze termijn het verstrekken van een gemotiveerd advies onmogelijk blijkt, wordt dit vóór de einddatum, met vermelding van de reden, door de Secretaris meegedeeld aan degene die om het advies had verzocht.

Art. 47. Omtrent de adviezen die door de vergadering niet bij consensus kunnen worden verstrekt, wordt gestemd. In dit geval wordt de uitslag van de stemming, alsook de eventuele minderheidsstandpunten vermeld.

Als geen enkel voorstel de volstreekte meerderheid (de helft + 1) van stemmen behaalt, bestaat het advies uit de diverse geuite meningen.

Art. 48. De Commissie of de Subcommissies doen uitspraak bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Onthoudingen worden niet als stemmen beschouwd.

In geval van staking van de stemmen is de stem van de Voorzitter of de Verantwoordelijke van de Subcommissie beslissend.

De stemming gebeurt bij handopsteking, tenzij de Commissie er anders over beslist. In dat geval kan worden overgegaan tot een hoofdelijke stemming of een geheime stemming.

Art. 49. Het Bestuur kan voor haar besluitvorming alle communicatiemiddelen gebruiken. Minstens twee leden moeten instemmen met het aan het Bestuur voorgelegde voorstel. In geval van staking van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend.

Het al dan niet akkoord met het voorstel wordt via e-mailbericht of per fax aan de Secretaris meegedeeld binnen de door de Voorzitter bepaalde tijd.

Art. 50. De Subcommissies beraadslagen slechts geldig wanneer er ten minste de helft van de aangestelde leden aanwezig zijn.

HOOFDSTUK XII. — *De notulen*

Art. 51. De ontwerpen van notulen van de beraadslagingen van de Commissie worden aan alle vaste en plaatsvervangende leden verzonden.

De notulen worden goedgekeurd bij de eerstvolgende vergadering van de Commissie.

Een kopie van de door de Voorzitter en de Secretaris ondertekend exemplaar van de goedgekeurde tekst wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzonden.

Indien een besproken onderwerp de bevoegdheid betreft van de Minister van Justitie dan wordt in elk geval kopie van het verslag of een uittreksel ervan ook naar deze Minister verzonden.

De Commissie kan beslissen bijkomende kopieën aan andere bestemmingen toe te zenden.

HOOFDSTUK XIII. — *Het gebruik van de talen*

Art. 52. Elke spreker voert tijdens de vergaderingen het woord in de landstaal van zijn keuze.

Art. 53. De oproeping, de agenda, de notulen van de vergaderingen en de eindverslagen van de Commissie worden in het Nederlands of in het Frans opgesteld. Ze worden daarna vertaald in de andere landstaal.

Eventuele verschillen in vertaling tussen het Nederlands en het Frans worden door de Commissie opgelost volgens de gewone interpretatieregels en zonder dat aan de ene tekst de voorkeur wordt gegeven boven de andere.

CHAPITRE XIV. — *Membres suppléants*

Art. 54. Lorsque qu'un membre permanent ne peut pas être présent à l'assemblée générale de la Commission, celui-ci peut se faire remplacer par le membre suppléant subséquent.

L'ordre de préséance des membres suppléants est établi par la Commission à l'issue de chaque élection et ce, en fonction du nombre de suffrages obtenus au sein d'une même Région et d'un même groupe à mandats du membre permanent absent.

Pendant la période de remplacement, le chef de corps-suppléant jouit de la plénitude des compétences conférées par le mandat qu'exerce le membre effectif.

Art. 55. Le remplaçant qui se classe premier par Région et par catégorie et groupe sera désigné suppléant permanent pour tous les membres de sa Région et de sa catégorie et groupe. C'est la raison pour laquelle le chef de corps-suppléant reçoit, au même titre que les membres permanents, tous les documents préparatoires ainsi que l'invitation, même sans la nécessité d'un remplacement, à prendre part à la réunion.

Il n'a pas le droit de vote lorsqu'il n'effectue aucun remplacement.

Art. 56. Si aucun suppléant classé, comme visé à l'alinéa 2 de l'article 54, n'est disponible, le membre permanent absent peut se faire remplacer par un officier dirigeant de son corps de police locale.

Le membre empêché peut également laisser un officier dirigeant de son corps de police locale prendre part, à titre d'observateur, à la réunion.

Ce remplaçant ou observateur n'a pas le droit de vote.

Art. 57. Sur demande motivée, la Commission peut proposer au Ministre de l'Intérieur qu'il suspende temporairement ou retire définitivement le mandat d'un membre effectif et ce, dans les cas suivants :

- s'il y a violation grave du code général de déontologie de la police intégrée, mettant en cause le membre lui-même ou la Commission;
- lorsqu'elle a connaissance d'une enquête judiciaire en cours à l'encontre du membre et que la présence de ce dernier risque de compromettre la dignité de la Commission;
- en cas d'absence ininterrompue à l'assemblée générale, soit à plus de 4 réunions consécutives.

Art. 58. Le Bureau peut suspendre ou lever le mandat d'un membre suppléant et ce, dans les cas suivants :

- s'il y a violation grave du code général de déontologie de la police intégrée, mettant en cause le candidat lui-même ou la Commission;
- lorsqu'il a connaissance d'une enquête judiciaire en cours à l'encontre du membre suppléant et que la présence de ce dernier risque de compromettre la dignité de la Commission.

Art. 59. Préalablement à la demande de suspension ou de levée du mandat du membre effectif ou du membre suppléant, le Bureau entendra l'intéressé.

Art. 60. Le membre suppléant exercera le mandat devenu vacant du membre effectif.

Un tel remplacement vaut uniquement pour la place de membre permanent qui est devenue vacante. A la fin du mandat de membre permanent, de Président ou de Vice-président, cette fonction est déclarée vacante et sera de nouveau occupée conformément à l'article 5 ou 12 du présent Règlement.

HOOFDSTUK XIV. — *Plaatsvervangende leden*

Art. 54. Wanneer het Vaste lid niet aanwezig kan zijn op de algemene vergadering van de Commissie, kan het zich laten vervangen door het eerstvolgend plaatsvervangend lid.

De rangorde van de plaatsvervangende leden wordt na elke verkiezing door de Commissie vastgelegd volgens het aantal bekomen stemmen in hetzelfde Gewest en dezelfde mandatengroep van het afwezige Vaste lid.

Tijdens de vervangingsperiode beschikt de plaatsvervangerkorpschef over de volle bevoegdheden van het mandaat dat het effectief lid bekleedt.

Art. 55. De per gewest en categoriegroep eerst gerangschikte plaatsvervanger wordt als vast vervanger voor al de leden van zijn gewest en categoriegroep aangesteld. Om die reden ontvangt de vervangerkorpschef net als de vaste leden alle voorbereidende documenten en de uitnodiging om, zelfs zonder de noodzaak van een vervanging, deel te nemen aan de vergadering.

Wanneer hij geen vervanging uitvoert is hij niet stemgerechtigd.

Art. 56. Wanneer er geen gerangschikte plaatsvervanger, zoals bedoeld in het tweede lid van artikel 54, voorhanden is, kan het afwezige Vaste lid zich laten vervangen door een leidinggevend politieofficier van het eigen lokaal politiekorps.

Een verhinderd lid kan een leidinggevend politieofficier van het eigen lokaal politiekorps als waarnemer aan de vergadering laten deelnemen.

Deze vervanger of waarnemer is niet stemgerechtigd.

Art. 57. De Commissie kan aan de Minister van Binnenlandse Zaken, bij gemotiveerd verzoek, voorstellen het mandaat van een effectief lid tijdelijk te schorsen of definitief in te trekken in de volgende gevallen :

- bij een ernstige schending van de algemene deontologische code van de geïntegreerde politie waardoor het lid zelf of de Commissie in opspraak komt;
- wanneer ze kennis heeft van een gerechtelijk onderzoek dat tegen het lid loopt en door zijn of haar aanwezigheid de waardigheid van de Commissie in het gedrang kan worden gebracht;
- bij een ononderbroken afwezigheid op de algemene vergadering bij meer dan vier opeenvolgende vergaderingen.

Art. 58. Het Bestuur kan het mandaat van een plaatsvervangend lid schorsen of opheffen in de volgende gevallen :

- bij een ernstige schending van de algemene deontologische code van de geïntegreerde politie waardoor de kandidaat zelf of de Commissie in opspraak komt;
- wanneer het kennis heeft van een gerechtelijk onderzoek dat tegen het plaatsvervangende lid loopt en door zijn of haar aanwezigheid de waardigheid van de Commissie in het gedrang kan worden gebracht.

Art. 59. Het Bestuur zal voorafgaand aan het verzoek tot schorsing of opheffing van het mandaat van het effectief lid of het plaatsvervangend lid, de betrokkene horen.

Art. 60. Het opgevallen mandaat van het effectief lid wordt door het plaatsvervangende lid ingenomen.

Dergelijke vervanging geldt enkel voor de opgevallen plaats van vast lid. Bij het einde van het mandaat van het Vast Lid, Voorzitter of Vice-voorzitter, wordt deze functie openverklaard en overeenkomstig de artikel 5 of 12 van het Reglement opnieuw ingevuld.

CHAPITRE XV. — *Modification du règlement d'ordre intérieur*

Art. 61. A la demande de tout membre de la Commission, le présent Règlement peut être modifié en tout ou en partie.

Une modification n'est effective qu'après approbation à la majorité des 2/3 de l'ensemble des membres de la Commission, par délibération et par scrutin pendant l'assemblée générale qui fait suite à la réunion où la proposition de modification a été formulée, et après approbation du Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE XVI. — *Disposition finale*

Art. 62. Le Règlement est soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Le présent Règlement entre en vigueur le jour de son approbation.

Le Règlement, de même que les modifications ultérieures, sont publiés au *Moniteur belge* après approbation du Ministre de l'Intérieur.

Bruxelles, le 2 août 2007.

Pour approbation :
Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

HOOFDSTUK XV. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 61. Op verzoek van ieder lid van de Commissie kan dit Reglement geheel of gedeeltelijk worden gewijzigd.

Een wijziging wordt pas effectief na goedkeuring bij een 2/3 meerderheid van alle leden van de Commissie, bij een beraadslaging en stemming tijdens de algemene vergadering die volgt op de vergadering waar het voorstel tot wijziging werd gedaan, en na goedkeuring door de Minister van Binnenlandse Zaken.

HOOFDSTUK XVI. — *Slotbepaling*

Art. 62. Het Reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Dit Reglement treedt in werking op de dag van de goedkeuring.

Het Reglement en ook de latere wijzigingen worden na goedkeuring door de Minister van Binnenlandse Zaken gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 2 augustus 2007.

Voor goedkeuring :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2007/00744]

Conseil d'Etat. — Avis

Présentation de la liste triple de candidats à un mandat vacant d'un Conseiller d'Etat néerlandophone

En son audience publique du 28 mars 2007, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a présenté, en l'absence d'unanimité, une liste triple de candidats à un mandat vacant de Conseiller d'Etat d'expression néerlandaise et a transmis cette liste à la Chambre des Représentants par lettre du Premier Président du 24 avril 2007.

Lors de sa séance plénière du 26 avril 2007, la Chambre des représentants a confirmé la liste telle que présentée par le Conseil d'Etat et composée comme suit :

Premier candidat :
M. Pierre Lefranc, Conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles.
Deuxième candidat :
M. Bert Thys, Premier auditeur au Conseil d'Etat.
Troisième candidat :
M. Jeroen Van Nieuwenhove, Auditeur au Conseil d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2007/00744]

Raad van State. — Bericht. — Voordracht van de drievoudige kandidatenlijst voor een vacante betrekking van Nederlandstalige Staatsraad

Tijdens haar openbare zitting van 28 maart 2007 heeft de algemene vergadering van de Raad van State, zonder eenparigheid van stemmen, een drievoudige kandidatenlijst voorgedragen voor een vacante betrekking van Nederlandstalige Staatsraad en deze lijst bezorgd aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers per brief van de Eerste Voorzitter van 24 april 2007.

Tijdens haar plenaire vergadering van 26 april 2007 heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers de lijst bevestigd zoals voorgedragen door de Raad van State en samengesteld als volgt :

Eerste kandidaat :
De heer Pierre Lefranc, Raadsheer in het Hof van beroep te Brussel.
Tweede kandidaat :
De heer Bert Thys, Eerste auditeur in de Raad van State.
Derde kandidaat :
De heer Jeroen Van Nieuwenhove, Auditeur in de Raad van State.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2007/09743]

29 JUIN 2007. — Décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux portant nomination d'un juge suppléant à la Cour de justice Benelux

Le Comité de Ministres de l'Union économique Benelux,

Vu l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux, signé à Bruxelles le 31 mars 1965, tel qu'il a été modifié par le Protocole signé à Bruxelles le 23 novembre 1984;

Considérant que le Comité de Ministres a donné acte le 2 avril 2007 de la démission de M. Francis Fischer de ses fonctions de juge suppléant à la Cour de justice Benelux;

Sur la proposition de la Ministre belge de la Justice,
A pris la décision suivante :

Article 1^{er}. M. Albert Fettweis, conseiller à la Cour de cassation, est nommé juge suppléant à la Cour de justice Benelux.

Art. 2. La présente Décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 29 juin 2007.

Le Président du Comité de Ministres,
K. DE GUCHT

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2007/09743]

29 JUNI 2007. — Beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie tot benoeming van een plaatsvervangend rechter in het Benelux-Gerechtshof

Het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie,

Gelet op artikel 3, leden 1 en 2, van het Verdrag betreffende de instelling en het statuut van een Benelux-Gerechtshof, ondertekend te Brussel, op 31 maart 1965, zoals het door het op 23 november 1984, te Brussel, ondertekende Protocol is gewijzigd;

Overwegende dat het Comité van Ministers op 2 april 2007 akte heeft verleend van het ontslag van de heer Francis Fischer als plaatsvervangend rechter in het Benelux-Gerechtshof;

Op voordracht van de Belgische Minister van Justitie,
Heeft het volgende beslist :

Artikel 1. De heer Albert Fettweis, raadsheer in het Hof van Cassatie, wordt benoemd tot plaatsvervangend rechter in het Benelux-Gerechtshof.

Art. 2. Deze Beschikking treedt in werking op de dag van ondertekening.

Brussel, 29 juni 2007.

De Voorzitter van het Comité van Ministers,
K. DE GUCHT